

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 NOVEMBRE 1908.

Proposition de loi complétant l'article 21 de la loi organique de l'enseignement primaire des 20 septembre 1884-15 septembre 1895, relatif à l'établissement d'écoles normales.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

On sait qu'il y a peu d'années le Conseil provincial de Hainaut a décidé la création de deux écoles normales, une pour instituteurs à Charleroi, et une pour institutrices à Mons. A consulter certains indices, d'autres provinces seraient disposées à suivre cet exemple.

En agissant ainsi, la province de Hainaut a usé d'un droit que la loi lui a reconnu; mais comme cette initiative est nouvelle, les dispositions légales qui l'autorisent n'avaient guère jusqu'ici fait l'objet d'un examen précis.

Ni la loi de 1842 ni celle de 1879 ne reconnaissaient aux provinces le droit de créer des écoles normales.

L'article 53 de la loi de 1842 portait : « Il sera immédiatement établi par le Gouvernement deux écoles normales pour l'enseignement primaire, l'une dans les provinces flamandes, l'autre dans les provinces wallonnes. Dans chaque province des cours normaux pourront être adjoints par le Gouvernement à l'une des écoles primaires supérieures. »

L'article 43 de la loi de 1879 disposait : « Indépendamment des six écoles normales déjà fondées par le Gouvernement, celui-ci est autorisé à établir deux écoles normales d'instituteurs et quatre écoles normales d'institutrices. Le Gouvernement peut, de plus, adjoindre à ces établissements d'enseignement moyen des cours normaux d'instituteurs ou d'institutrices primaires. »

C'est la loi du 20 septembre 1884 qui a consacré pour la première fois le droit des provinces et des communes en cette matière. Son article 11 (art. 21 de la loi du 13 septembre 1895) était ainsi conçu : « L'État, les provinces et les communes peuvent établir des écoles normales. »

Ni l'exposé des motifs, ni les rapports faits à la Chambre et au Sénat, ni les discussions n'ont donné de motifs à l'appui de cette innovation. Il est

permis cependant d'affirmer qu'elle a été inspirée par une pensée de décentralisation. Seulement, cette pensée aurait gagné à être contenue dans de justes limites, et elle l'aurait été vraisemblablement si, au cours des débats, l'attention s'était fixée sur ce droit nouveau accordé aux provinces et aux communes. Mais la disposition qui le consacrait passa pour ainsi dire inaperçue et ne donna lieu qu'à une protestation de M. Frère-Orban. Quand, en effet, l'article 11 de la loi de 1884 fut mis en délibération à la Chambre, aucune voix ne s'éleva ni pour le défendre ni pour le combattre; seulement, après que le président eût prononcé le mot : *Adopté*, M. Frère s'écria :

« On ne peut pas induire de notre silence que nous approuvons »

Le Président ayant observé que « personne ne s'y trompait », M. Frère-Orban reprit : « Tout cela est détestable. »

Pendant vingt ans il ne fut fait usage par aucune province de l'article 11. Par contre la ville de Bruxelles créa deux écoles normales pour instituteurs et institutrices. Ce n'est que plus tard que la province de Hainaut songea à son tour à des créations analogues. Cette intention fut réalisée par la fondation des écoles normales de Charleroi et de Mons.

Le crédit inscrit au budget provincial de 1908 pour le service ordinaire des deux écoles est de 145,320 francs. Le crédit affecté aux bourses allouées aux élèves est de 50,000 francs environ. Ceux votés pour 1909 sont respectivement de 151,000 francs et de 50,000 francs. Les frais de premier établissement s'élèvent actuellement à 86,354 francs. L'école normale, de plus, est logée dans un bâtiment acquis par la province en vue de l'agrandissement du Palais de Justice et qui a coûté 140,000 francs. L'école normale de Charleroi occupe un local loué à un particulier.

Le nombre des diplômes délivrés par le jury central aux élèves des deux écoles se réduit à un petit nombre. En ce qui concerne les garçons, en 1907, il n'y avait pas de 4^e année; cette année, ils étaient 3 en dernière année et tous les 3 ont échoué. Quant aux filles, l'an dernier, 9 sur 11 élèves de dernière année se sont présentées : 3 ont échoué, 6 ont réussi.

Ces faits ne justifient pas l'initiative prise par la province.

L'article 86 de la loi provinciale dispose : « Pourront de même être subordonnées à l'approbation du Roi, par déclaration du gouverneur, les délibérations du conseil sur les objets suivants : A. La création d'établissements d'utilité publique aux frais de la province. »

L'érection d'écoles normales par les provinces tombe-t-elle sous l'application de cet article? L'affirmative n'est pas douteuse. Seulement, l'article n'implique qu'une faculté et non une obligation dans le chef du Gouvernement. J'estime cependant qu'au point de vue de l'érection d'écoles normales, l'intervention gouvernementale doit se manifester dans tous les cas.

Trois motifs justifient cette intervention.

D'abord les intérêts des contribuables. C'est à l'autorité supérieure à les sauvegarder dans une juste mesure. Si la création d'une école normale par une province ou par une commune n'est pas justifiée en fait, la dépense ne l'est pas non plus, et, comme elle retombe sur les administrés, il est juste que l'État prenne souci de leurs intérêts et empêche les gaspillages.

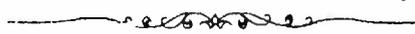
Ensuite il importe de ne pas multiplier outre mesure la formation des candidats instituteurs et institutrices ; car, lorsque leur nombre dépasse les besoins, ils sont condamnés à demeurer sans emploi. Munis de leur diplôme, ils aspirent à être nommés ; ne l'étant pas, ils deviennent des déclassés et des mécontents.

Enfin, les écoles normales des provinces et des communes reçoivent des subsides de l'État, du moment où elles se soumettent aux dispositions de la loi du 15 septembre 1895, et dès lors il est naturel que l'État s'assure de l'utilité des dépenses qu'implique leur création.

Ces motifs suffisent à justifier le projet de loi que j'ai déposé. Ils s'appliquent à la création d'écoles normales par les communes comme par les provinces. Mais pour les écoles normales des provinces, il s'inspire spécialement de l'article 86 de la loi provinciale, en faisant, de l'approbation de l'État une obligation pour les provinces, alors que, pour les autres établissements d'utilité publique créés par elles, l'autorisation gouvernementale n'est provoquée que si le Gouverneur le juge à propos.

Il semble aussi que l'autorisation gouvernementale doit pouvoir être retirée, tant parce que les motifs ci-dessus relevés peuvent ne pas se rencontrer à l'origine, mais seulement plus tard, que parce qu'il est possible que les conditions requises par l'article 24 de la loi, viennent à faire défaut.

CH. WOESTE.



PROPOSITION DE LOI

complétant l'article 21 de la loi organique de l'enseignement primaire des 20 septembre 1884-15 septembre 1895, relatif à l'établissement d'écoles normales.

ARTICLE UNIQUE.

La disposition additionnelle suivante est ajoutée à l'article 21 de la loi des 20 septembre 1884-15 septembre 1895 :

« L'établissement d'écoles normales » par les provinces et par les communes » est subordonné à l'approbation du Roi. » L'autorisation donnée par le Roi est » toujours révocable. »

WETSVOORSTEL

tot aanvulling van artikel 21 der organieke wet van 20 September 1884-15 September 1895 op het lager onderwijs, betreffende het oprichten van normaalscholen.

EENIG ARTIKEL.

De volgende aanvullende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 21 der wet van 20 September 1884-15 September 1895 :

« De oprichting van normaalscholen » door de provinciën en door de gemeenten is onderworpen aan de goedkeuring des Konings. De machtiging, door den Koning gegeven, kan altijd ingetrokken worden. »

CH. WOESTE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 NOVEMBER 1908.

Wets voorstel tot aanvulling van artikel 21 der organieke wet van 20 September 1884-15 September 1895 op het lager onderwijs, betreffende het oprichten van normaalscholen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Zoals men weet, besloot de Provinciale Raad van Henegouw, enkele jaren geleden, tot het oprichten van twee normaalscholen : de eene te Charleroi, voor onderwijzers, de andere te Bergen, voor onderwijzeressen. Uit sommige feiten kan men afleiden dat andere provinciën geneigd zouden zijn dit voorbeeld te volgen.

Zoodoende, maakte de provincie Henegouw gebruik van een recht, haar door de wet toegekend, maar het is de eerste maal dat van dit recht gebruik wordt gemaakt, en de wetsbepalingen, die dergelijke machtiging verleen, werden tot nog toe niet nauwlettend onderzocht.

De wet van 1842, evenmin als die van 1879, kende de provinciën het recht toe om normaalscholen op te richten.

Artikel 35 der wet van 1842 luidde : « Onmiddellijk worden door de Regeering opgericht twee normaalscholen voor het lager onderwijs : de eene in de Vlaamsche provinciën, de andere in de Waalsche. In iedere provincie kunnen door de Regeering normale leergangen worden toegevoegd aan eene van de hogere lagere scholen. »

Artikel 45 der wet van 1879 bepaalde : « Boven en behalve de zes normaalscholen, reeds opgericht door de Regeering, is deze gemachtigd twee normaalscholen voor onderwijzers en vier voor onderwijzeressen te openen. Daarenboven kan de Regeering aan deze gestichten voor middelbaar onderwijs normale leergangen voor lagere onderwijzers en onderwijzeressen toevoegen. »

Bij de wet van 20 September 1884 werd het recht der provinciën en gemeenten op dit gebied voor de eerste maal erkend. Haar artikel 11 (art. 21 der wet van 15 September 1895) luidde : « De Staat, de provinciën en de gemeenten mogen normaalscholen oprichten. »

Noch in de memorie van toelichting, noch in de verslagen van Kamer of Senaat, noch in de beraadslagingen worden redenen aangevoerd ter verklaring van deze nieuwigheid. Evenwel mag worden gezegd dat zij werd voorgesteld ter wille van de decentralisatie. Doch 't ware beter geweest daaraan zekere palen te stellen en waarschijnlijk ware dit het geval geweest, hadde men tijdens de beraadslagingen gelet op dit nieuw recht, aan provinciën en gemeenten toegekend. Maar de bepaling, die het invoerde, ging als 't ware onopgemerkt door; enkel Frère-Orban bracht er een protest tegen in. Trouwens, toen artikel 11 der wet van 1884 ter Kamer in behandeling kwam, rees geene enkele stem op om het te verdedigen of te bestrijden; doch nadat de voorzitter het woord: *Aangenomen* had uitgesproken, riep de heer Frère uit:

« Ons stilzwijgen mag niet gelden als eene goedkeuring. »

En toen de voorzitter deed opmerken dat « niemand zich daarin vergiste », hernam de heer Frère-Orban: « Dat alles is doorslecht. »

Twintig jaren lang maakte geene enkele provincie gebruik van artikel 11. Daarentegen werden door de stad Brussel twee normaalscholen voor onderwijzers en onderwijzeressen opgericht. Eerst later dacht de provincie Henegouw aan dergelijke oprichting. Zij bracht haar inzicht ten uitvoer door het oprichten der normaalscholen te Charleroi en te Bergen.

Het krediet, op de provinciale begrooting voor 1908 uitgetrokken ten behoeve van den gewonen dienst der beide scholen, bedraagt 145,320 frank. Het krediet, bestemd voor de aan leerlingen toegekende beurzen, beloopt nagenoeg 50,000 frank. De voor 1909 aangenomen kredieten bedragen respectievelijk 131,000 en 50,000 frank. Thans beloopt de kosten van eerste inrichting 86,554 frank. Daarenboven is de normaalschool gevestigd in een gebouw, door de provincie aangekocht met het oog op de vergrooing van het Justitiepaleis; het kostte 144.000 frank. Te Charleroi is de normaalschool gevestigd in een lokaal, gehuurd van den eigenaar.

Slechts een klein getal diploma's werden door de jury aan de leerlingen van beide scholen uitgereikt. In 1907 was er voor de jongens geen 4^{de} studiejaar; dit jaar waren er 3 van het laatste jaar en alle drie mislukten. Verleden jaar boden 9 op de 11 meisjes, leerlingen van het laatste jaar, zich aan voor het examen: 3 mislukten, 6 kwamen er door.

Dergelijke feiten billijken geenszins den door de provincie genomen maatregel.

Artikel 86 der provinciale wet zegt: « Kunnen insgelijks worden onderworpen aan 's Konings goedkeuring, bij verklaring van den Gouverneur, de beraadslagingen van den raad over de volgende zaken: A. Het oprichten van instellingen tot algemeen nut, bekostigd door de provincie. »

Valt het oprichten van normaalscholen door de provincie onder de toepassing van dit artikel? Ongetwijfeld. Doch het artikel laat de Regeering vrij en legt haar geene verplichting op. Toch denk ik dat de Regeering in ieder geval moet optreden, waar het geldt de oprichting van normaalscholen.

Dit optreden berust op drie redenen.

Vooreerst het belang der schatplichtigen. De hoogere overheid moet het

in eene billijke mate vrijwaren. Is het oprichten van eene normaalschool door provincie of gemeente niet feitelijk gebillijkt, dan zijn de kosten het evenmin en, daar deze op de ingezetenen drukken, is het niet meer dan billijk dat de Staat hun belang behartigt en geldverspilling verhindert.

Verder dienen de opleidingscholen van candidaten-onderwijzers en onderwijzeressen niet al te zeer te worden vermenigvuldigd; want overtreft hun aantal de behoeften, dan blijven zij zonder betrekking. Eenmaal voorzien van hun diploma, trachten zij benoemd te worden; worden zij niet geplaatst, dan geraken zij beneden hunnen stand en worden misnoegden.

Ten slotte, de normaalscholen van provinciën en gemeenten ontvangen toelagen van den Staat; van 't oogenblik dat zij zich gedragen naar de bepalingen der wet van 15 September 1895; derhalve is het natuurlijk dat de Staat onderzoekt of de kosten van hare oprichting niet nutteloos worden gedaan.

Deze redenen volstaan tot staving van het door mij overgelegde wetsvoorstel. Zij gelden voor het oprichten van normaalscholen door de gemeenten zoowel als door de provinciën, maar wat deze laatste betreft, gaat het voorstel hoofdzakelijk uit van artikel 86 der provinciale wet, doordien het, in zake van normaalscholen, Staats goedkeuring verplicht maakt voor de provinciën, terwijl voor andere instellingen van algemeen nut de machtiging der Regeering slechts wordt gevergd wanneer de Gouverneur het raadzaam acht.

Het schijnt ons ook toe dat de machtiging der Regeering moet kunnen ingetrokken worden, en omdat de hierboven opgegeven redenen soms niet voorhanden zijn bij den aanvang, doch eerst later, en omdat het mogelijk is dat de voorwaarden, vereischt bij artikel 24 der wet, later niet meer aanwezig zijn.

CH. WOESTE.



PROPOSITION DE LOI

complétant l'article 21 de la loi organique de l'enseignement primaire des 20 septembre 1884-15 septembre 1895, relatif à l'établissement d'écoles normales

ARTICLE UNIQUE.

La disposition additionnelle suivante est ajoutée à l'article 21 de la loi des 20 septembre 1884-15 septembre 1895 :

« L'établissement d'écoles normales » par les provinces et par les communes » est subordonné à l'approbation du Roi. » L'autorisation donnée par le Roi est » toujours révocable. »

WETSVOORSTEL

tot aanvulling van artikel 21 der organieke wet van 20 September 1884-15 September 1895 op het lager onderwijs, betreffende het oprichten van normaalscholen.

EENIG ARTIKEL.

De volgende aanvullende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 21 der wet van 20 September 1884-15 September 1895 :

« De oprichting van normaalscholen » door de provinciën en door de gemeenten, is onderworpen aan de goedkeuring des Konings. De machtiging, door » den Koning gegeven, kan altijd ingetrokken worden. »

CH. WOESTE.